

En outre, nous soulignons les éléments essentiels suivants :

- L'élargissement pléthorique et injustifiable des membres de CST et de CT, nécessitant des dépenses colossales, face à la misère de la majorité du peuple malgache
- Le refus manifeste des responsables des « forces de l'ordre » et du Ministère de la Justice de prendre en compte la Feuille de route.

Excellence,

Malgré l'accord commun sur les principes de consensualité et d'inclusivité dans la résolution de la crise malgache, certains pays et organisations de la Communauté internationale ont biaisé dans l'application de ces principes, contribuant directement ou indirectement à la persistance actuelle de la situation conflictuelle.

De même, malgré l'affirmation de la nécessité du **dialogue malgacho-malgache** et du rôle essentiel de la société civile dans la résolution de la crise malgache, ces principes n'ont pas été respectés dans les faits. Il n'y a jamais eu une coordination étroite entre les médiateurs internationaux et la médiation nationale en dépit des appels incessants de la CNOSC.

En conclusion,

- Le processus actuel ne peut sortir durablement Madagascar de la crise malgré les apparences et les déclarations de certaines entités au pouvoir ainsi que de pays et organismes étrangers. Les conditions de réussite n'étant pas réunies, ce processus ne mènera pas aux élections transparentes, libres et crédibles, acceptées par tous. Au contraire, les germes de la résurgence et de l'amplification des tensions politiques et d'explosion sociale ne cessent de croître
- Seul le retour au **DIALOGUE MALGACHO-MALGACHE** entre les différentes parties prenantes avec la participation de toutes les forces vives de la Nation pourra mettre en place un cadre apaisé, instaurer les bases d'une transition véritablement consensuelle et inclusive en vue de la refondation de la république et la sortie de Madagascar des crises cycliques à travers la tenue des élections crédibles et acceptée par tous, et la réconciliation nationale.

Excellences, nous vous prions d'agréer l'expression de notre haute considération.

Antananarivo, le 07 décembre 2011

Coordination Nationale des Organisations de Société Civile (CNOSC)

Lalao RANDRIAMAMPIONONA


André RASOLO

Aristide VELOMPANAHY

Serge ZAFIMAHOVA

Conseil des Anciens de la CNOSC

Georges RUPHIN



ORIMBATO (Association des Gardiens des valeurs traditionnelles)

Patrick ZAKARIASY



Coalition des Organisations de la Société Civile



Fédération pour la Promotion Féminine et Infantile (Protocole de la SADC sur le Genre)



C. RAHERIHARIMAHEFA G. RASAMOELINA

Marie Francine KIDJA

Alliance des Organisations de la Société Civile



Mahamoudou NDRIANDAHY